

Communiste **S**

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 8



Mars-Avril 2004

Mieux vaut être incontournable au 2^{ème} tour, qu'inexistant au 1^{er} tour !

Les votes du 21 et 28 mars sont une condamnation sans appel de la politique ultra-libérale, anti-sociale, pro-medef et répressive du gouvernement Chirac – Raffarin – Sarkozy.

On peut, certes, se réjouir de la défaite de la droite. Cependant une ombre persiste dans le monde politique de notre pays : le score du Front National, qui s'enracine dans les régions, nous montre l'importance d'un Parti Communiste Français fort et offrant une véritable alternative politique.

Notre Parti, pour sanctionner la politique de ce gouvernement de droite, a fait le choix d'une stratégie différente selon les régions :

- D'une part, se noyer dès le premier tour avec la social-démocratie, privant les Citoyens de toutes possibilités de s'exprimer pour une autre politique à gauche.

- D'autre part, faire le choix de listes autonomes et de large rassemblement permettant ainsi aux Citoyens de s'exprimer pour une véritable alternative politique, en votant massivement pour cette démarche qui consiste à se réapproprier la politique, mais aussi et surtout à s'attaquer sans concession aux inégalités de cette société ultra libérale.

Les scores obtenus par les listes communistes ouvertes à des représentants du mouvement social ou par la Liste Populaire et Citoyenne conduite par Marie-George Buffet, confirment que le courage politique a porté ses fruits, les rendant incontournables en créant de nouveaux rapports de force à gauche.

Notre Secrétaire Nationale, attendue au coin du bois par certains, a donné un sens au combat politique de classes. Ceux qui ont choisi une autre voie ont abandonné le combat politique de classes.

La stratégie choisie en Poitou-Charentes a certes permis à certains de conserver leurs places, mais a entraîné le Parti dans une perte d'influence importante pour les cantonales.

Comment pourrait-il en être autrement lorsque les dirigeants du Parti appelaient à une démarche schizophrénique de vote, social-démocrate aux élections régionales, et communiste aux élections cantonales ?

Pourtant notre Peuple a vraiment besoin d'une politique rompant avec le système capitaliste :

- **Reconquête des acquis sociaux, notamment ceux des retraites,**
- **Renationalisation des entreprises privatisées,**
- **Consolidation et amélioration de notre système de politique sociale.**

L'heure n'est donc pas au renoncement, mais, bien au contraire, à la résistance au capitalisme et aux politiques libérales et sociales libérales.

La démarche initiée par Marie-George Buffet et les listes de large rassemblement d'initiative communiste nous poussent à poursuivre et à amplifier celle-ci, tant au niveau national, qu'au niveau local.

Chaque communiste doit réfléchir à la situation nouvelle ainsi créée, en renforçant les collectifs qui vont dans ce sens et qui luttent contre la disparition du Parti.

Le Collectif P.C.F. 17

Vie du Parti

Ile de France
7,50 % des exprimés.

Francis Parny :
"Notre démarche a été soutenue dans l'électorat... Les électeurs ont été sensibles à la cohérence d'une campagne liée au mouvement social, porteuse de sens et de propositions concrètes de transformations".

Nord Pas de Calais
10,68 % des exprimés

Alain Bocquet :
"Nous avons décidé avec cette liste clairement communiste et rassembleuse de développer la résistance à la politique du gouvernement Raffarin,... notre démarche a permis de faire grandir une autre politique que celle de l'accompagnement du capitalisme".

**Poitou
Charentes**

?

Picardie
10,86 % des Exprimés.

Maxime Gremetz :
" Tout le monde est frappé que l'on fasse 4 fois plus de voix qu'à la présidentielle et 2 fois plus qu'aux législatives.....
La protestation que nous portions correspondait parfaitement aux électeurs. On a gagné un électorat salarié et un électorat populaire...
Il faut observer aussi que dans certains endroits nous parvenons à faire reculer le F.N".

Auvergne
9,20 % des exprimés.

André Chassaigne :
"La campagne électorale s'est systématiquement appuyée sur du vécu. La campagne n'a pas constitué une parenthèse dans mes actions au quotidien. C'est une continuité. J'ai mis en place des éléments de démocratie participative avec le souci que les gens se réapproprient la politique".

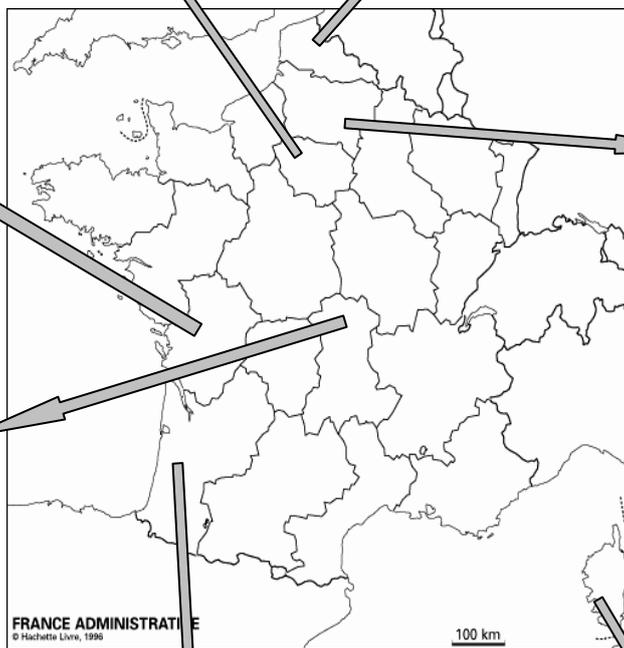
Aquitaine
4,35 % des exprimés

Annie Guilhamet :
"Nous avons osé cette expérience courageuse... La démarche séduit, même si elle n'apparaît pas encore assez crédible. Elle demande de s'inscrire dans la durée... Les femmes et les hommes présents sur notre liste expriment leur volonté de continuer ensemble... La question de l'alternative au libéralisme et à la politique de Raffarin reste plus que jamais d'actualité".

La Corse
6,62 % des exprimés.

Dominique Bucchini :
"Avec la liste communiste ouverte au mouvement social et associatif, nous avons été les seuls à taper aussi fort contre le gouvernement Raffarin... Nous étions en osmose avec la population... Nous avons retissé des liens avec énormément de personnes...".

Ile de la Réunion
34,48 % des exprimés.



ELECTIONS CANTONALES

Sur notre département, la meilleure participation par rapport à 1998 (l'abstention baisse de 4%) entraîne une progression de **18 055** votes exprimés.

Dans ces conditions, le PCF, non seulement ne progresse pas, mais perd 2 761 voix (soit **26 %** de son électorat) et **3,3 %** des exprimés par rapport à 98.

Au niveau national, le PCF perd **12 %** de son électorat et **2,1 %** des exprimés.

Des baisses importantes sont explicables en partie : sur l'Île d'Oléron où la candidate communiste était en 98 l'unique représentant de la gauche, sur plusieurs cantons où le nombre des candidats a doublé, voire plus.

Certains résultats, malgré leurs baisses, sont honorables. En effet, non seulement ils sont en progression par rapport au score catastrophique des Présidentielles 2002, mais encore ont été acquis grâce à un militantisme de terrain, qui seul pourra faire remonter l'influence de notre parti. D'ailleurs, 2 candidats progressent en voix et en pourcentage, comme quoi **le déclin de notre parti n'est pas inéluctable !**

Le militantisme a fait défaut sur certains cantons, non par manque de camarades, mais par absence de volonté politique.

Les choix qui ont été faits dans notre région n'ont pas créé la dynamique nécessaire pour se battre au nom de notre idéal, pour rassembler les électeurs qui désirent qu'on leur redonne de l'espoir et qu'on condamne sans équivoque les politiques libérales.

On sait que 75% des gens n'ont aucune autre information que celle de la télévision. Les campagnes électorales sont des moments privilégiés pour essayer de se faire entendre dans les médias : on n'aurait pas entendu parler du PCF dans les commentaires si il n'y avait pas eu des régions où les camarades ont eu le courage politique d'essayer de reconstruire.

On n'aurait pas entendu que "*le parti communiste français mettait un coup d'arrêt à son déclin électoral*", "*le PCF résiste*", on n'aurait pas titré "*Le réveil du PCF*"...

Enfin rappelons que pour justifier leur choix, les dirigeants régionaux du PCF nous ont rabâché qu'on ne ferait pas 5 %, en insistant sur le fait que le PCF avait fait 3,04 % aux Présidentielles sur la région, comme si le score de R.Hue pouvait représenter véritablement l'influence de notre parti et qu'il n'y avait plus rien à faire.

Force est de constater que même avec nos mauvais scores et sans aucune dynamique de campagne, **le résultat sur les cantonales, au niveau régional, est de 5,6 %.**

Nous continuons à poser la même question. Est-ce qu'on cherche à développer les idées communistes, à redonner de l'espoir et à impulser les luttes pour une société plus juste ou est-ce qu'on cherche à se faire une petite place dans une "gauche" qui accepte le capitalisme, en le saupoudrant de quelques aménagements ?

Florence Granados.

ELECTIONS CANTONALES 1998/2004

	1998	2004	1998	2004	1998	2004	
	AIGREFEUILLE		ARCHIAC		BURIE		
Nb candidats	6	6	4	6	6	7	
Exprimés	4049	5076	2997	3209	2780	3181	
Voix PCF	316	280	142	161	179	141	
% PCF	7,80%	5,52%	4,74%	5,02%	6,44%	4,43%	
	LA ROCHELLE 1		LA ROCHELLE 3		LA ROCHELLE 4		
Nb candidats	4	8	6	6	6	7	
Exprimés	3260	3623	2666	2882	4442	5286	
Voix PCF	771	475	328	197	229	235	
% PCF	23,65%	13,11%	12,30%	6,84%	5,16%	4,45%	
	LA ROCHELLE 5		LA ROCHELLE 6		LOULAY		
Nb candidats	5	5	4	9	4	5	
Exprimés	6265	7202	3767	5095	2429	2538	
Voix PCF	464	540	640	371	190	138	
% PCF	7,41%	7,50%	16,99%	7,28%	7,82%	5,44%	
	MARANS		MARENNES		MONTENDRE		
Nb candidats	5	7	7	9	4	5	
Exprimés	3727	4557	5373	5904	3074	3319	
Voix PCF	267	250	273	273	290	284	
% PCF	7,16%	5,49%	5,08%	4,62%	9,43%	8,56%	
	MONTLIEU LA GARDE		PONS		ROCHEFORT NORD		
Nb candidats	6	4	6	4	4	7	
Exprimés	2883	2999	5614	5903	4554	5892	
Voix PCF	204	173	541	414	351	187	
% PCF	7,08%	5,77%	9,64%	7,01%	7,71%	3,17%	
	ROCHEFORT SUD		ROYAN EST		ROYAN OUEST		
Nb candidats	4	9	5	4	5	6	
Exprimés	3271	3737	7558	8343	7598	9291	
Voix PCF	320	278	553	506	798	497	
% PCF	9,78%	7,44%	7,32%	6,06%	10,50%	5,35%	
	SAINTES OUEST		SAUJON		SANT GENIS		
Nb candidats	6	7	5	8	5	8	
Exprimés	5816	6805	6254	7340	3198	3675	
Voix PCF	420	377	392	385	145	117	
% PCF	7,22%	5,54%	6,27%	5,25%	4,53%	3,18%	
	SAINT JEAN D'ANGELY		SANT MARTIN DE RE		SAINT PIERRE D'OLERON		
Nb candidats	6	7	5	6	4	7	
Exprimés	6468	7445	5339	6334	5140	5953	
Voix PCF	641	465	227	249	1106	385	
% PCF	9,91%	6,25%	4,25%	3,93%	21,52%	6,47%	
	SURGERES		TONNAY BOUTONNE		BILAN et EVOLUTION		
Nb candidats	7	7	4	5	133	169	36
Exprimés	5663	6503	1620	1768	115805	133860	18055
Voix PCF	706	393	91	52	10584	7823	-2761
% PCF	12,47%	6,04%	5,62%	2,94%	9,14%	5,84%	-3,30%

Dette, réparation, restitution, contentieux franco-haïtien.

21,7 milliards de dollars, c'est la somme réclamée à la France par Haïti : l'équivalent des 90 millions de francs lourds payés à l'époque par Haïti en échange de la reconnaissance de son indépendance en 1804.

De nombreux haïtiens ont approuvé, sur le fond, une demande de réparation des préjudices causés par l'esclavage et la restitution de l'indemnité qui fut versée aux colons français.

Au moment même où la brigade FAL était présente en Haïti pour la construction du Centre socio-culturel du Môle Saint-Nicolas en juillet et août dernier, le Président Chirac, venu rencontrer le Président Bush, s'est adressé au Président Aristide: « *je pense que les Haïtiens devraient se calmer* »

Une Loi française du 21 mai 2001 « **tend à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité** » .

En fait, elle a été adoptée seulement pour « défendre la mémoire des esclaves et l'honneur de leurs descendants ».

Le sujet a été traité en septembre 2001 lors de la conférence internationale de Durban : excuses, regrets, tristesse pour l'esclavage, . . . Les africains aussi veulent obtenir des excuses, ce que les occidentaux refusent. Il a été collectivement proposé aux occidentaux que des réparations prennent la forme d'un engagement de soutien à des initiatives de développement dans les pays concernés.

Mais en droit international, une réparation en argent ne s'effectue que s'il est impossible de remettre les choses dans l'état dans lequel elles se trouvaient avant les faits dommageables. La France n'acceptera pas de payer un dollar pour la traite négrière et l'esclavage. Et quand l'esclave est devenu un national de l'Etat haïtien, il n'était plus esclave.

En fait, en ce qui concerne la restitution de l'indemnité versée aux colons français, s'agirait-il d'un contentieux de nature politique ?

Une doctrine distingue les conflits « juridiques », justiciables, susceptibles d'un mode « juridique » de règlement pacifique, des conflits « politiques » qui ne le seraient pas.

Alors, il s'agit d'un conflit d'intérêts ou d'une divergence d'interprétation du droit entraînant des désaccords sur son application ? D'autres juristes avancent que le rôle du juge est de dire le droit et de l'élaborer. . . .

Un conflit inter-étatique a-t-il un caractère exclusivement juridique ou exclusivement politique ?

En 1974, la France a retiré sa déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour

internationale de justice : on ne peut saisir cette dernière que si la France est d'accord ! Donc, la France ne s'est jamais engagée à restituer l'indemnité versée aux colons. . . . Il n'y a pas de justice internationale obligatoire autorisant chaque Etat à citer unilatéralement un autre Etat devant une juridiction internationale pour n'importe quel différend.

La réalisation de l'indépendance de Haïti a été acceptée par la diplomatie française, la proposition haïtienne à l'époque a consolidé l'indépendance que fragilise la demande de restitution, car ceux qui réalisent l'indépendance appliquent « une pratique internationale »

Haïti a besoin d'argent, l'aide internationale assujettit de plus en plus le peuple. Le pays a été frappé d'embargo économiquement ruineux de 1991 à 1994. Les Etats qui ont voté pour cette sanction sont redevables de dommages et intérêts au peuple haïtien. (on dit que le Président haïtien Aristide n'aurait pas été contre cet embargo ..)

Il reste que l'Etat français a l'obligation de défendre l'honneur de l'Haïtien, un descendant d'esclave, (loi 2001), ce qui implique une interdiction de principe de monter des combines diplomatiques attentatoires à sa dignité .

En attendant l'hypothétique résolution du contentieux, on peut insister sur le fait que la « **dette** » de la France peut prendre la forme d'aide aux infrastructures indispensables pour aider Haïti à sortir de la misère (« la perle des Antilles ») : évacuation des eaux usées, équipements sanitaires, infrastructures routières, installation d'eau potable dans les communes éloignées, installations énergétiques permettant au peuple d'avoir de l'électricité etc - d'autant plus que les grandes entreprises françaises sont déjà présentes en Haïti.

Malgré « la trahison » du prêtre Aristide devenu Président ressentie par l'ensemble le peuple haïtien (qui subit embargo européen, chantage du FMI, et contrôle total des Etatsuniens), **il paraît de bon goût en cette année 2004 de souhaiter le bon anniversaire de naissance de la première République obtenue par des esclaves en 1804.**

**Je me rappelle. à Habana / La Havane en 2000 (j'y étais), devant 50 000 personnes, Fidel Castro s'adressant à la délégation haïtienne lors de ces Rencontres de la Solidarité internationale: « et dire que la Révolution aurait pu être en Haïti avant Cuba. »*

Yannick Ropars (Janvier 2004)

AIDER MARIANNE A RETIRER LE TCHADOR EUROLIBERAL

Chers collègues,

Enseignant laïque de formation et incurable libre-penseur, je ne puis rester indifférent quand des intégristes de toutes obédiences veulent faire main basse sur l'école publique pour y cultiver le communautarisme et leur exécution sexiste de la femme.

N'eût-il pas été plus simple, pour couper court à ces débordements, de faire respecter d'emblée la circulaire Jean Zay édictée sous la Front populaire, plutôt que de légiférer à grand bruit et en prenant le risque de blesser nos concitoyens musulmans. **Ceux-ci sont très majoritairement attachés à la laïcité, mais déjà victimes de multiples discriminations racistes, ils n'ont pas oublié l'époque où le colonialisme français pillait leur pays d'origine au nom d'une prétendue mission civilisatrice de la France, tantôt cachée sous la croix du Christ, tantôt dissimulée sous le masque usurpé de la République laïque.**

Vous êtes bien moins regardants sur la laïcité, Messieurs les députés de droite, quand vous votez, année après année, le budget considérable de l'école privée confessionnelle en violation du principe élémentaire « école privée, fonds privés, école publique, fonds publics ».

Vous êtes bien moins regardants sur la laïcité, Mesdames et Messieurs du gouvernement Raffarin, quand vous maintenez le statut anti-laïque de l'Alsace – Moselle (où des religieux payés par l'Etat assurent un enseignement obligatoire) en violation de la liberté de conscience et de l'article 1 de la constitution qui définit la France comme une République laïque.

Vous êtes bien moins regardants sur la laïcité quand vous soutenez un projet de constitution européenne qui, outre qu'il mettrait un terme définitif à l'indépendance de notre pays, fait ouvertement référence à l'héritage religieux, mais ignore l'apport du matérialisme et de l'athéisme à la philosophie des Lumières en omettant jusqu'au mot «impie » de laïcité.

Vous êtes bien moins regardants sur la laïcité, Mesdames et Messieurs du gouvernement, quand M. Francis Mer invite le MEDEF à s'immiscer dans la formation des professeurs d'économie.

Vous êtes moins regardants, chers collègues de l'UMP, quand vous jetez un voile pudique sur ce scandaleux rapport de l'Inspection générale de l'Education Nationale qui, constatant le peu d'enthousiasme des profs à célébrer une Europe capitaliste qui démolit leurs retraites et leur statut, prétend désormais organiser, je cite, « des campagnes » dans l'école publique en direction de la jeunesse pour promouvoir l'Europe supranationale, sans crainte de violer les consciences de ces 49 % de Français qui ont voté " non " à Maastricht.

Vous êtes moins regardants sur la laïcité, quand M. le Premier Ministre part en pèlerinage à Rome ou quand M. Sarkozy organise lui-même le culte musulman en opposition flagrante à la loi de 1905 qui stipule que "la République ne reconnaît ni ne salarie aucun culte ".

Bref, vous portez un voile épais, que dis-je, vous portez un tchador devant les yeux, dès qu'il s'agit de mettre un terme aux ravages de cet autre intégrisme, qui fait insidieusement main basse sur l'école, et qui a nom ingérence néolibérale, anti-marxisme obsessionnel, consensus eurocratique et marchandisation de l'éducation.

C'est pourquoi, tout en vous invitant à appliquer fermement la circulaire Jean Zay contre les signes religieux à l'école, je ne voterai pas votre loi hypocrite, et je vous inviterai à ôter de votre visage le voile sombre de la pensée unique qui condamne l'école à servir une société de plus en plus contraire aux valeurs fondatrices de notre Révolution.

En conclusion, je rappellerai la citation si souvent tronquée de Marx qui explique: « la religion est le soupir de la créature accablée, elle est le cœur d'un monde sans cœur, l'esprit d'un monde sans esprit, elle est l'opium du peuple ».

Intervention parlementaire de Georges Hage sur la laïcité (extraits).

« La religion est le soupir de la créature accablée, elle est le cœur d'un monde sans cœur, l'esprit d'un monde sans esprit, elle est l'opium du peuple ».

Karl Marx.

UNE PORTE S'EST-ELLE ENTROUVERTE....

Telle fut ma réaction à la lecture du n°192 des « Nouvelles » et de l'ouverture d'une Tribune libre. J'approuve cette initiative qui va dans le sens de ce que je défends avec d'autres camarades, notamment ceux du collectif communisteS à savoir : « La liberté d'expression dans le Parti mais avec moins de contrainte et surtout sans censure ».

Je continue à lutter pour plus de démocratie, pour que toute décision prise soit le fruit du seul choix des communistes. A la condition, bien sûr, d'avoir tout fait pour que ce choix soit l'issue d'un réel et grand débat démocratique, pas du fait d'une vraie fausse consultation, comme par exemple celle pour les élections régionales.

Certes 3 assemblées (une par secteur) dans la section de La Rochelle sur ce thème qui réunissent difficilement 55 communistes en tout. Mais en ouverture de ces réunions, le ton est donné par l'animateur du moment. « Pas d'autres choix possibles que la liste d'union dès le 1^{er} tour avec le P.S. ». Mettons notre drapeau dans notre poche.

Dans l'Huma du 02/12, on peut lire que la direction régionale Poitou-Charentes du PCF s'est prononcée pour une liste d'union. On consulte les communistes du 03 au 10/12, mais sur quoi ? Entériner les décisions prises !

Que dire de la note jointe au bulletin de vote. Elle nous dit « Nous, dirigeants avons réfléchi et décidé. Voilà ce qu'il faut faire. Alors votez selon notre choix ».

Le 3/12, Radio La Rochelle annonce que la liste de gauche PS MRG PCF et Verts sera conduite par J. F. Fontaine en Charente Maritime. Les noms de la liste complète seront connus début janvier.

Je suis pour plus de démocratie et de transparence. Démocratie dans le respect des opinions et de la diversité. Démocratie sur le choix et le mode de fonctionnement de nos différentes instances.

Transparence sur le choix de nos dirigeants et permanents, transparence sur nos finances.

Une porte s'est entrouverte, d'autres sont encore fermées et verrouillées.

Dans ce même numéro n°192, p. 8, l'article « *courant de pensée...* » fait référence à 3 camarades sans les nommer (c'est malin et hypocrite). Beaucoup de camarades doivent se demander de quoi il s'agit et pourquoi cette décision. Il me semble qu'ils trouveraient des réponses dans le courrier que nous avons adressé avec Bruno et Jean Louis aux membres du Conseil départemental en date du 20 octobre.

A la fin de ce courrier, nous écrivions : « *Partisans de la transparence, nous souhaitons que notre position soit portée à la connaissance de tous les communistes par la Fédération sous la forme la mieux appropriée* ».

Aujourd'hui un camarade a porté le débat dans les « Nouvelles », tout doit être dit.

Contrairement à ce que j'ai pu lire dans l'article d'Henri M., je pense que c'est le débat démocratique qui permet à chacun d'exprimer son point de vue et non pas, grâce à la mutation.

TRIBUNE LIBRE ! VOUS AVEZ DIT TRIBUNE LIBRE ...

Olivier CHEVALLIER.

INVITATION

Dans le cadre de la campagne pour dire

NON A UNE CONSTITUTION EUROPEENNE

le collectif PCF 17 organise une **soirée débat** :

Le Jeudi 13 mai 2004

A 18 h 30, salle Emile Combes

Rue de la Pépinière,

A La Rochelle, en présence

d'André GERIN, député-Maire de Vénissieux.

et d'un camarade du pôle de la renaissance communiste



AMC 17. BP 2056. 17010 La Rochelle cedex 01.